

La République en son sanctuaire

par Nicolas Offenstadt

Qui la nation choisit-elle d'honorer, et selon quelles modalités ? Des révolutionnaires aux héros ordinaires, deux siècles de panthéonisations révèlent les usages politiques de la mémoire, les conflits idéologiques et les valeurs que les pouvoirs successifs ont entendu consacrer.

À propos de : Michel Biard, *Histoire politique du Panthéon. De 1791 à nos jours*, Paris, Puf, 2025, 388 p., 23 € (ISBN : 9782130870210).

Alors même que pour la première fois depuis l'érection de l'Église Saint-Geneviève en Temple des Grands hommes (1791), un historien de métier, Marc Bloch, rentre au Panthéon, un comité animé par des professeurs d'histoire demande la panthéonisation de leur collègue assassiné par un terroriste islamiste en 2020, Samuel Paty. À vrai dire, cette proposition entend porter une part de nouveauté, et faire évoluer la conception même de ce qu'est une panthéonisation. Les promoteurs de la cause soulignent ainsi que faire entrer Samuel Paty au Panthéon serait valoriser « l'héroïsme discret du quotidien », une « figure nouvelle et indispensable : celle de l'homme ordinaire dont la mort révèle l'importance décisive de sa mission¹ ».

C'est dire que l'histoire du Panthéon n'est pas terminée et que le lieu, derrière la puissance d'incarnation de la République dans le temps long, doit aussi être situé dans des temporalités successives plus courtes. C'est ce à quoi nous invite l'*Histoire politique du Panthéon* de Michel Biard, historien spécialiste de la Révolution française.

¹ *Libération*, 14 janvier 2026.

Comme l'auteur l'explique lui-même, le propos n'est pas de faire une histoire du monument – rien n'est dit ou presque de tous les enjeux du décor et de l'iconographie –, mais de suivre les panthéonisations selon les contextes politiques qui les suscitent et la manière dont elles sont, dans leurs temps, conçues et discutées. L'auteur s'intéresse ainsi également, et à juste titre, aux panthéonisations avortées, aux projets non aboutis, qui pourraient presque conduire à un autre livre, en miroir : depuis Descartes jusqu'à Dreyfus en passant par Lafayette ou Rouget de Lisle...

Du fleuron monarchique au temple républicain

C'est la rupture révolutionnaire qui transforme une église, voulue par Louis XV comme un fleuron de la monarchie, en temple aux grands hommes. Le premier ainsi honoré est une figure politique, Mirabeau, bientôt rejoint par les philosophes des Lumières, Voltaire et Rousseau. Mais il se produit vite un phénomène que l'on ne retrouvera plus par la suite : la sortie du Panthéon pour démerite... Mirabeau, dont on découvre le double jeu entre la Révolution et le Roi, est en effet dépanthéonisé, tout comme Marat et Le Peletier de Saint-Fargeau en 1795. Les débats amènent la Convention à prendre un décret obligeant ainsi à un délai de dix ans entre la mort du héros potentiel et sa panthéonisation.

Napoléon rend le Panthéon à l'Église, mais le monument reste le lieu de sépulture des notables du régime, ministres, sénateurs et généraux. Tant et si bien que le Premier Empire demeure le régime qui a le plus « panthéonisé », même si de nombreuses figures d'alors sont aujourd'hui bien oubliées dans la mémoire nationale (tel le financier Jean Frédéric Perregaux ou le militaire Alexandre-Antoine Hureau, baron de Sénarmont).

Après l'Empire, pour différentes raisons, la pratique entre en sommeil et ne renaît que sous la IIIe République avec la panthéonisation de Victor Hugo, grand événement du régime (1885), non sans polémique du côté de l'Église et des anti-républicains. *L'Univers* écrit ainsi « Un décret confisque l'église Saint-Genève et la donne à M. Victor Hugo ; décret illégal, décret impie ». Le Panthéon redevient un temple républicain où l'on célèbre en 1889 le centenaire de la Révolution en y faisant place à Lazare Carnot, Marceau et La Tour d'Auvergne, ainsi qu'au député Alphonse Baudin mort dans son opposition au coup d'État de Louis-Napoléon.

De l'enjeu conflictuel à l'instrument présidentiel

La panthéonisation d'Émile Zola, l'auteur de *Nana*, et du fameux *J'accuse*, est sans doute le moment de tension le plus fort, l'événement suscitant l'opposition virulente des conservateurs et des antidreyfusards. À l'intérieur de l'édifice, Dreyfus, qui assiste à la cérémonie, est blessé par les balles d'un journaliste nationaliste. Les polémiques sont encore fortes après la Grande Guerre, à droite, lorsqu'il s'agit de choisir le lieu du repos du Soldat inconnu, finalement enterré sous l'Arc de Triomphe dans un ballet rituel avec le cœur de Gambetta. Celui-ci est déposé au Panthéon pour l'anniversaire de la République, qui fête son cinquantième, endeuillée.

Sous la III^e République, comme sous la IV^e (qui panthéonise notamment des figures liées aux enjeux coloniaux et à l'émancipation des esclaves, Félix Éboué et Victor Schoelcher), c'est le législateur, les Assemblées parlementaires qui votent les décisions de panthéonisation. La première de la V^e République change le procédé, de manière décisive : non sans discussions juridiques au départ, la panthéonisation devient une affaire présidentielle avec l'entrée de Jean Moulin, décidée par de Gaulle, mais à l'initiative de groupes d'anciens Résistants.

Aucune panthéonisation ne se produit sous les présidences de Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, ce dernier tout tourné vers une historicité valorisant la modernité et l'avenir.

Renouveau mitterrandien et questions nouvelles

Le Panthéon a bien une histoire, faites de ruptures. C'est François Mitterrand qui redonne au lieu une fonction politique d'importance, particulièrement pour le bicentenaire de la Révolution française et en y faisant entrer la première femme – pour ses mérites, et non comme épouse –, Marie Curie. Nicolas Sarkozy fait également de l'histoire un instrument de pouvoir, dans une perspective tout aussi volontariste, mais sans doute trop offensive et manipulatoire. Il échoue ainsi dans ses deux grands projets de Panthéonisation : Aimé Césaire et Albert Camus, les familles se montrant peu enclines à servir ses desseins.

D'un autre point de vue, Emmanuel Macron fait un large usage des hommages nationaux et des panthéonisations, cherchant à la fois à promouvoir des valeurs

consensuelles, à s'inscrire dans le roman national (en particulier autour de la panthéonisation de Maurice Genevoix, figure tutélaire de l'ensemble des soldats de 14-18), et à faire preuve d'audace en choisissant des figures inattendues, comme Joséphine Baker, ou, bien loin de son action politique, comme les résistant-es communistes de l'Affiche rouge autour de Missak et Mélinée Manouchian. À lire les propos de Jean-Noël Jeanneney, rapportés par Michel Biard, traitant comme tout à fait secondaire la question de la féminisation du Panthéon en 1989, on voit bien comment l'enjeu s'est imposé de manière décisive dans les choix de François Hollande et Emmanuel Macron.

Un Panthéon populaire ?

Le processus de Panthéonisation est une interaction où la Présidence est un acteur certes central, décisionnaire, mais environné par tout un ensemble de « groupes de pression ». La qualité (politique) des comités qui lancent les demandes de panthéonisation – parfois sur le temps long – ou se constituent pour ce but précis joue un rôle d'importance. On aurait aimé ici que l'auteur rassemble un peu le propos pour comprendre les processus de décisions dans le temps long et ce qui fait qu'un comité « réussit », ou pas.

De vifs débats ont parfois eu lieu, tant sur le jour choisi que sur le sens à donner à l'acte même : lors de la panthéonisation de Jaurès par le Cartel des gauches, les communistes organisent même une contre-manifestation pour ne pas laisser, selon *L'Émancipateur du Cher*, « l'Assassiné » en compagnie « des champions des patries, des religions et des morales » (1923). L'évolution tend plutôt aujourd'hui à produire un unanimité relatif.

Si l'auteur prend soin de préciser les dispositifs rituels et l'organisation des panthéonisations, les cérémonies elles-mêmes sont traitées de manière assez descriptive. Michel Biard ne fait pas usage toute la tradition anthropologique des rituels, y compris celle traitant du pouvoir politique, qui aurait sûrement enrichi la compréhension de ces moments, permis de mieux les spécifier. De même, les enjeux médiatiques de ces mises en scène sont un peu négligés. Malgré l'ampleur de la perspective, la variété des sources mobilisées et la précision du propos, l'histoire politique est parfois ici conçue dans un sens un peu étroit.

En conclusion, Michel Biard s'interroge sur les évolutions possibles du processus vers des décisions de panthéonisation qui émaneraient plus directement du « peuple souverain », notamment à travers la représentation nationale. La conclusion finale qui appelle à renouveler les usages du panthéon pour renforcer la démocratie et la République, affirme que « Le panthéon peut encore servir la défense de la *res publica* contre les obscurantismes en tout genre ». Les propositions autour des « héros ordinaires » et de Samuel Paty en particulier pourraient ouvrir ici, en ce sens, un nouveau chapitre.

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 juin 2026.